La Conférence sociale, 9 et 10/07, a été voulue par le Président pour rompre avec la méthode du gouvernement précédent (mépris et refus de véritable négociation).

Reste les choix à faire par le gouvernement. Des mesures immédiates s'imposent : revalorisation des salaires, arrêt des suppressions d'emplois…

Partage des richesses, égalité et accès aux droits fondamentaux sont une priorité. Il ne faut plus laisser les marchés financiers imposer leur diktat.

Le budget 2013 s'inscrit dans la réduction des dépenses publiques. Cette orientation est porteuse de récession, d'inégalités sociales, non de justice sociale.

L'objectif fixé par F. Hollande, le «compromis positif», se heurte aux positions patronales pour plus de déréglementation, de flexibilité, de baisse des cotisations sociales !

SUD considère que les salarié-es doivent faire entendre leurs revendications. Sans mobilisation, il n'y a aura pas de «compromis positif» favorable aux salarié-es, aux jeunes, aux chômeurs et aux retraité-es !